ARRETE PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET D'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE D'ANGY

2019-26

Madame Marie-Chantal NOURY, Maire de la Commune d'ANGY
VU la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) n°2000-1208 du 13 décembre 2000 ;
VU la loi Urbanisme et Habitat (UH) n°2003-590 du 02 juillet 2003 ;
VU la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010 ;
VU la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) n°2014-366 du 24 mars 2014 ;
Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L. 153-19, R. 153-8, R.153-9 et R.153-10 ;
VU la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'Administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;
VU la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
VU le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
VU l'ordonnance n°2016-1060 du 03 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
VU la délibération du Conseil Municipal d'ANGY en date du 19 novembre 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de concertation avec la population ;
VU le débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), organisé au sein du Conseil Municipal le 27 septembre 2016 ;
VU la délibération du Conseil Municipal de ANGY en date du 10 décembre 2018 arrêtant le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
VU l'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Amiens en date du 12 avril 2019 ;
VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique.

ARRETE

Article 1^{er} :

Il sera procédé à une enquête publique pour une durée de 33 jours à partir du lundi 26 août 2019 sur les dispositions du projet arrêté de Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Angy.

Article 2 :

Par ordonnance en date du 12 avril 2019, Monsieur Pierre DENDIEVEL a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur par le Tribunal Administratif d'Amiens, pour conduire l'enquête publique sur le projet susvisé.

Article 3 :

Les pièces du dossier arrêté du Plan Local d'Urbanisme d'ANGY, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur seront déposés à la mairie d'ANGY (4 place Henri-Barbusse, 60250 ANGY) **du lundi 26 août 2019 au vendredi 27 septembre 2019 inclus** afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat.

A compter du lundi 26 août 2019 au vendredi 27 septembre 2019 inclus, le public pourra formuler ses observations :

- soit en les consignant sur le registre d'enquête ouvert à cet effet en mairie d'ANGY.
- soit en envoyant un message électronique à l'attention du Commissaire-Enquêteur, à l'adresse suivante enquete-publique-1336@registre-dematerialise.fr qui les visera et les annexera audit registre.
- soit en les adressant par écrit, à l'attention du Commissaire-Enquêteur, en mairie d'ANGY (4 place Henri-Barbusse, 60250 Angy), qui les visera et les annexera audit registre.

Article 4 :

Toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès de la mairie d'ANGY. Le dossier d'arrêt ainsi que les avis des Personnes Publiques Associées sont également téléchargeables dès la publication du présent arrêté via le lien suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/1336>

Article 5 :

Le Commissaire Enquêteur se tient à la disposition des personnes ou des représentants d'associations agréées qui demandent à être entendus.

Il les recevra en mairie d'ANGY :

- **Lundi 26 août 2019 de 10 à 12 heures**
- **Samedi 7 septembre 2019 de 10 heures à 12 heures**
- **Le vendredi 13 septembre 2019 de 18 heures à 20 heures**
- **Le vendredi 27 septembre 2019 de 16 heures à 18 heures**

Article 6 :

A l'expiration du délai d'enquête publique, le registre sera clos et signé par le Commissaire Enquêteur.

Dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le Commissaire Enquêteur transmettra au Maire de ANGY le dossier d'enquête publique accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le rapport du Commissaire Enquêteur, conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, relatara le déroulement de l'enquête publique et examinera les observations recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorable.

Article 7 :

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera communiquée par le Maire d'ANGY au Préfet de l'Oise ainsi qu'au Président du Tribunal Administratif d'Amiens.

Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie d'ANGY aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat et via le lien suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/1336> pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1^{er} de la loi du 17 juillet 1978.

Article 8 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié par les soins du Maire d'ANGY, quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête en caractères apparents dans les deux journaux habilités désignés ci-après :

- Le Parisien
- Le Courrier Picard

Cet avis sera affiché quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, et durant toute la durée de celle-ci, à la mairie d'ANGY et autres lieux fréquentés par le public, et publié par tout autre procédé en usage sur la commune et accessible via le lien suivant :

<https://www.registre-dematerialise.fr/1336>

Article 9 :

A l'issue de l'enquête publique, le Plan Local d'Urbanisme d'ANGY, éventuellement modifié pour tenir compte à la fois des avis des Personnes Publiques Associées, des observations du public et des conclusions du Commissaire Enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil Municipal d'ANGY.

Article 10 :

Copie du présent arrêté sera adressée :

- au Commissaire Enquêteur,
- à la Préfecture de l'Oise.

Fait à ANGY, le 27 mai 2019.

**Le Maire,
Marie-Chantal NOURY.**